

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 2 MARS 1926.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions transitoires de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

La proposition de loi déposée par MM. Pecher et consorts a pour objet de suspendre l'exécution de la loi du 10 mars 1925, sauf les dispositions qui sont également applicables aux travailleurs manuels en vertu de la loi du 10 décembre 1924.

Toutes les sections sauf une ont rejeté cette proposition et la Section centrale a pris la même décision à l'unanimité.

Elle vous demande de rejeter purement et simplement la proposition de loi de MM. Pecher et consorts.

*
* * *

Au cours de la discussion de l'interpellation de notre collègue, M. Bologne, nous avons déjà eu l'occasion d'exposer les raisons qui justifient cette décision. Tout d'abord, il a paru, qu'il ne pouvait être question de suspendre l'application d'une loi qui a été votée par l'unanimité des membres de la Chambre et du Sénat et qui satisfaisait d'ailleurs aux desiderata exprimés alors par les associations d'employés.

D'un autre côté, il y a lieu d'observer que les employés qui sont partisans de l'obligation, et c'est la grande majorité, ne demandent pas que l'exécution de la loi soit suspendue. Ils en réclament seulement la révision. Sans doute ils ne sont pas tous d'accord sur les dispositions de la loi qui devraient être revisées et modifiées. Il suffit, en effet, de lire les ordres du jour parus dans la presse et

(1) Proposition de loi, n° 171.

(2) La Section centrale était composée de MM. Hallet, président, Bologne, Bouchery, Lombard, Heyman, Delor, Debruyne (René).

émanant des syndicats et des associations d'employés, ou des organismes constitués occasionnellement et temporairement, pour se convaincre très exactement qu'il nous sera difficile de donner satisfaction à tous les intéressés.

Nous signalerons, cependant, que les principales associations nationales ont élaboré un programme de revendications qui est pour toutes identique dans ses grandes lignes.

Un groupe, qui comprend surtout les employés, qui, antérieurement au vote de la loi, étaient déjà assurés en vue de la vieillesse et du décès prématuré, à l'intervention des caisses établies avec le concours de leurs employeurs, sous certaines conditions, cependant défavorables, demande l'abrogation pure et simple de la loi et le retour au régime de la liberté. La question de l'obligation de l'assurance ne peut plus être mise en discussion. Sous le régime de la liberté, 10 % au plus des employés étaient assurés contre les risques qui nous occupent, et encore peut-on dire qu'ils ont conclu volontairement et librement cette assurance? Nous ne le pensons pas, car pour la presque totalité, l'assurance était obligatoire, non pas en vue d'une loi, mais en vertu du contrat d'emploi. Dès son entrée au service de l'employeur, et par application des stipulations du contrat d'emploi, l'employé était, *obligatoirement* affilié à l'organisme d'assurance existant dans l'établissement où il est occupé. Si l'affiliation avait été libre, combien d'entre eux auraient renoncé au bénéfice de l'assurance?

Les dispositions de la loi dont les employés demandent la revision ne sont exécutoires, sauf pour deux d'entre elles, qu'en 1927. Il serait donc manifestement contraire à toute logique de décider que leur application sera suspendue en 1926. Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale a constitué une commission temporaire chargée d'examiner les griefs des intéressés : cette commission a déjà tenu trois séances et elle aura certainement terminé ses travaux en temps utile pour que les modifications proposées soient soumises à l'examen des Chambres législatives au cours de cette session. Les employés auront donc satisfaction, dans la mesure du possible, pour le 1^{er} janvier 1927.

Parmi les revendications présentées par la généralité des employés, deux seules, disons-nous, se rapportent à des dispositions légales qui sont applicables dès cette année. La première concerne *l'âge de la pension* : les rentes constituées par les versements effectués à la Caisse de Retraite, au cours de cette année, sont établies pour une entrée en jouissance à 65 ans. Mais, si les Chambres décidaient ultérieurement de ramener cet âge à 60 ans, il suffirait d'appliquer aux rentes ainsi constituées, le coefficient de réduction prévu dans le règlement de la Caisse de Retraite. On peut donc dire que cette opération n'est pas définitive, en ce sens qu'il sera possible de réduire dans la suite et sans préjudice pour les intéressés, le taux des rentes qui auront été formées par les versements opérés en 1926, si les dispositions légales fixant l'âge de la pension étaient modifiées.

La deuxième revendication concerne le *montant des versements* : la grande masse des employés estime que ce montant est trop élevé. Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale a déposé un projet de loi fixant pour l'année 1926, le taux du versement à 3 % de la rémunération même lorsque celle-ci dépasse 6.000 francs. La Section centrale a décidé de vous demander d'adopter le projet de loi dont il s'agit. On voit donc qu'il n'est pas nécessaire de suspendre l'application de la loi en 1926 pour satisfaire aux desiderata exprimés par la grande masse des employés. Devons-nous ajouter que l'adoption de la proposition de loi de MM. Pecher et consorts serait même con-

traire aux intérêts des employés et de leurs veuves, puisqu'il ne serait opéré à leur compte en 1926 qu'un versement total de peu d'importance, soit 72 francs, tandis que, tenant compte des modifications proposées par M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, il sera versé 8 % de leur rémunération, dont 5 % à charge du patron, soit donc pour un traitement de 5,000 francs, 400 francs; pour un traitement de 8,000 francs, 640 francs; pour 12,000 francs, 960 francs, et pour 15,000 francs, 1,200 francs.

La situation serait surtout désastreuse pour les veuves des employés qui décéderont au cours de la présente année. Les rentes des veuves seraient insignifiantes si la proposition Pecher était adoptée.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
MAX HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1926.

Wetsvoorstel tot wijziging van sommige overgangsbepalingen van de wet van 10 Maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der bedienden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2). UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel door de heeren Pecher c. s. ingediend heeft ten doel de uitvoering der wet van 10 Maart 1925 te schorsen, mits inachtneming van de bepalingen die insgelijks van toepassing zijn op de handarbeiders krachtens de wet van 10 December 1924.

Al de Afdelingen, eene uitgezonderd, hebben dit voorstel verworpen en de Middenafdeeling heeft dezelfde beslissing genomen met eenparigheid van stemmen.

De Middenafdeeling vraagt de eenvoudige verwerping van het wetsvoorstel Pecher c. s.

*
* *

Tijdens de behandeling van de interpellatie van onzen collega, den heer Bologne, hadden wij reeds de gelegenheid de rechtvaardigingsgronden van deze beslissing uiteen te zetten.

Vooreerst, scheen het, dat er geen sprake kon van zijn de toepassing te schorsen van eene wet die in Kamer en Senaat eenparig werd aangenomen en die, overigens, beantwoordde aan de toen uitgebrachte wenschen der bedienden-vereeningen.

Anderzijds, dient men op te merken dat de bedienden die voorstander zijn van de verplichting, — en dat is de groote meerderheid — niet vragen, dat de uitvoering der wet worde geschorst. Zij vragen enkel de herziening der wet. Ongetwijfeld, zijn allen het niet eens over de te herziene en te wijzigen bepalingen der wet. Het volstaat, inderdaad, de moties te lezen, verschenen in de druk-

(1) Wetsvoorstel, n° 171.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Hallet, voorzitter, Bologne, Bouchery, Lombard, Heyman, Delor en Debruyne (René).

pers en uitgaande van bedienden-syndicaten en bedienden-vereenigingen, of van lichamen voor de gelegenheid en tijdelijk opgericht, om aanstonds overtuigd te wezen dat het moeilijk zal zijn volkomen voldoening te schenken aan al de betrokken personen.

Echter, willen wij er op wijzen, dat de voornaamste nationale vereenigingen een programma hebben uitgewerkt, dat in zijne groote lijnen overeenkomt met hunne gemeenschappelijke eischen.

De eenvoudige afschaffing der wet en de terugkeer tot het vrij regime worden gevraagd door een groep welke vooral bedienden omvat die, vóór de goedkeuring der wet, reeds verzekerd waren tegen den ouderdom en den vroegtijdigen dood, bij kassen opgericht met den steun der werkgevers onder nochtans ongunstige voorwaarden. De quæstie van de verzekerings-verplichting kan niet meer in bespreking worden gebracht.

Bij het regime der vrijheid, waren ten hoogste 10 t. h. der bedienden verzekerd tegen de risico's waarmede wij ons hier bezig houden; en zou men dan nog mogen beweren dat zij in volle vrijheid de verzekering hebben genomen? Wij meenen het niet, want voor meest allen was in feite de verzekering verplichtend niet krachtens eene wet, maar krachtens de werkovereenkomst. Immers, wanneer de bediende bij den werkgever binnenkomt, wordt hij, krachtens de bepalingen van de werkovereenkomst *verplicht* zich aan te sluiten bij de verzekering bestaande in de inrichting waarvoor hij werkt. En moesten zij vrij zijn geweest, zich al dan niet aan te sluiten, hoevelen onder hen zouden van het voordeel der verzekering hebben afgezien.

De bepalingen van de wet, waarvan de bedienden de herziening vragen, zijn, behoudens twee, slechts uitvoerbaar in 1927. Het zou dus beslist onlogisch zijn, te besluiten, hunne toepassing te schorsen in 1926. De Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg heeft eene tijdelijke Commissie samengesteld die gelast is de grieven der belanghebbenden te onderzoeken : deze Commissie heeft reeds drie vergaderingen gehouden en zij zal waarschijnlijk tijdig haar werk ten einde gebracht hebben, zoodat de voorgestelde wijzigingen aan de Wetgevende Kamers zullen kunnen voorgesteld worden, in den loop van dezen zittijd. De bedienden zullen dus voldoening bekomen, in de mate van het mogelijke, voor 1 Januari 1927.

Onder de eischen die door de bedienden in het algemeen ingediend worden, zijn er enkel twee, zeggen wij, die wetsbepalingen betreffen, van af dit jaar toepasselijk.

De eerste betreft den *pensioensleeftijd* : de renten gevestigd door de in den loop van dit jaar in de Lijfrentekas gedane stortingen, zijn vastgesteld voor eene ingenottreding op 65 jarigen ouderdom. Maar, zoo de Kamers nadien moesten besluiten dien ouderdom op 60 jaar terug te brengen, dan zou het voldoende zijn op de aldus gevestigde renten, den verminderingscoëfficiënt toe te passen, die voorzien wordt door het reglement der Lijfrentekas. Men kan dus zeggen dat deze verrichting niet definitief is, in dien zin dat het mogelijk zal zijn, in het vervolg, zonder nadeel voor de belanghebbenden, het beloop te verminderen van de renten, gevestigd door de in 1926 gedane stortingen, zoo de wetsbepalingen tot vaststelling van den pensioensleeftijd worden gewijzigd.

De tweede eisch betreft het *bedrag van de stortingen* : de groote massa der bedienden is van meening dat dit bedrag te hoog is. De Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg heeft een wetsontwerp ingediend tot vaststelling, voor het jaar 1926, van het bedrag der storting op 3 t. h. van de bezoldiging,

zelfs als deze 6,000 frank overschrijdt. De Middenafdeeling heeft besloten U te vragen bovengenoemd wetsontwerp aan te nemen. Men ziet dus dat het niet noodig is de toepassing van de wet in 1926 op te heffen om voldoening te geven aan de door het meerendeel der bedienden tot uiting gebrachte verlangens.

Moeten wij toevoegen dat de aanneming van het wetsvoorstel van de heeren Pecher c. s. in strijd zou zijn met de belangen van de bedienden en van hunne weduwen, aangezien slechts in 1926, voor hunne rekening een gezamenlijke storting van een gering bedrag zou gedaan worden, te weten 72 frank, terwijl, volgens de wijzigingen, voorgesteld door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg, 8 t. h. van hunne bezoldiging zal gestort worden, waarvan 5 t. h. ten laste van den werkgever, hetzij dus voor een wedde van 5,000 frank, 400 frank; voor eene wedde van 8,000 frank, 640 frank; voor 12,000 frank, 960 frank, en voor 15,000 frank, 1,200 frank.

De toestand zou vooral ongelukkig zijn voor de weduwen der bedienden die in den loop van dit jaar zullen komen te overlijden. De weduwenpensioenen zouden onbeduidend zijn zoo het voorstel Pecher moest aangenomen worden,

De Verslaggever,
H. HEYMAN.

De Voorzitter,
MAX HALLET.
